



Bordeaux, le 13/12/2012

28 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN GIRONDE POUR 2013! !

-2062 emplois en 2013 à la DGFIP, - 28 emplois en GIRONDE

Les suppressions d'emplois continuent !

Pour les agents des Finances Publiques, c'est clair, le changement n'a pas eu lieu.

Depuis 2010, ce sont près de 10 000 suppressions d'emplois dans nos services au niveau National. Quant à la Gironde, pour la même période c'est 206 emplois supprimés. On nous dit que les suppressions d'emplois sont à la baisse !? On se moque de nous, les effectifs diminuent, point !

Les conséquences qui en découlent sont désastreuses pour nos services et pour la qualité du service public que nous défendons.

⇒ **En matière fiscale**, ce sera moins de contrôle fiscaux, moins de recouvrement, donc moins d'argent dans les caisses de l'état, dans une période où l'on nous rebat les oreilles avec la crise et "l'incontournable" rigueur à mettre en œuvre parce que l'on ne "pourrait" pas faire autrement !

⇒ **Pour le secteur local**, les suppressions d'emplois fragilisent de manière récurrente le maillage territorial et signent la fermeture de bon nombre de trésoreries rurales. Le prélude à la fermeture définitive se traduit pour l'heure par la réduction des horaires d'ouverture des guichets.

Les conséquences sont dramatiques pour le conseil aux élus, et pour le service rendu aux usagers. La proximité du service Public reste quoiqu'en disent nos directeurs, un élément essentiel de l'équilibre social .

→ L'administration prétend justifier ces suppressions d'emplois par des gains de productivité : Par exemple, Télédéclaration IR et TVA (-5 emplois de C), dématérialisation des produits locaux (- 2 emplois de C)... En bref, les efforts effectués pour la Télédéclaration ou la dématérialisation sont récompensés par des suppressions d'emplois. Les collègues apprécieront ...!!

→ Par ailleurs, un "taux d'effort" doit être appliqué dans chaque direction locale proportionnellement à son volume d'emplois implantés. Concrètement c'est un artifice qui permet de satisfaire l'objectif politique de suppressions d'emplois, imposé les gouvernements successifs. Pour la Gironde, cela se traduit par la suppression de 15 emplois. Pour cet exercice aussi, c'est la grande loterie !! (Cf. le tableau des heureux élus au verso).

Malgré un contexte individuel et professionnel difficile, il reste indispensable de se mobiliser. La grève du 27 novembre 2012, les récentes actions locales des agents de Mérignac ou de Pessac sont autant de tremplins pour refuser les politiques de rigueurs qui nous sont imposées.

Aujourd'hui l'ensemble des organisations syndicales a décidé de boycotter le CTL « suppression emploi ». Devant le mépris des directions locales et nationales, il nous paraissait impensable d'y participer. La direction est contrainte de le reconvoquer. La date est fixée au 21 décembre.

D'ores et déjà l'ensemble des Organisations Syndicales appelle tous les agents à venir manifester leur exaspération lors de ce CTL (les modalités de participation à cette initiative seront détaillées par ailleurs).

CELA SUFFIT ! !

**Ne comptons que sur notre capacité à nous mobiliser
pour imposer d'autres choix !**